L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je serais heureux de les consulter s'il y a des difficultés de procédure.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE DE MEMBRES DU BALLET NATIONAL À LA TRIBUNE

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Permettez-moi, monsieur l'Orateur, d'attirer l'attention de la Chambre sur la présence dans la tribune de l'Orateur de M¹¹° Celia Franca et de membres du Ballet National, y compris la fille du représentant de London-Est (M. Turner).

Des voix: Bravo.

19 décembre 1969

M. Baldwin: Ils sont en train d'exécuter un ballet, là-bas, du côté gouvernemental.

Le très hon. M. Diefenbaker: Le leader du gouvernement à la Chambre devrait entrer dans le corps de ballet.

LES COALITIONS

LA MAINMISE ÉTRANGÈRE SUR LES ENTREPRISES CANADIENNES

M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, puis-je passer du sublime au ridicule et adresser une question au ministre des Finances.

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. Greene: Ca, c'est ridicule.

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Je m'occuperai de vous dans un instant.

Le collègue du ministre des Finances, le ministre de la Consommation et des Corporations a informé la Chambre que depuis 1963 quelque 606 entreprises de juridiction fédérale ont été acquises par des sociétés étrangères. Le ministre, ou son ministère, étudie-t-il des mesures pour freiner cette mainmise étrangère graduelle? Envisage-t-il aussi la mise en application d'une taxe de prise de possession ou d'autres mesures qui contribueraient à préserver l'indépendance économique du Canada?

L'hon, E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, si l'affaire n'était pas tellement grave, je dirais que la question est ridicule. Mais la chose est très grave. Mon ministère a étudié la question avec l'aide de mon collègue, le ministre d'État (M. Gray).

M. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Il a quelques mois, lorsque la Royal Securities Corporation Limited a été prise en charge par Merrill Lynch and Associates, le ministre a fait savoir à la Chambre que son ministère faisait une étude particulière de la prise de possession de nos institutions financières. Est-il maintenant disposé à faire rapport sur son enquête? Sinon, quand croit-il pouvoir le faire?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, je crois avoir signalé que les divers marchés du Canada, les Bourses de Toronto, de Montréal et ainsi de suite, ont effectué une étude simultanément. J'ai eu des consultations avec eux. L'étude que poursuit mon ministère et la banque progresse fort bien et j'espère être en mesure de faire rapport à la Chambre peu après la rentrée.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre est-il disposé à retirer du Livre blanc les propositions relatives à un impôt quinquennal sur la dépréciation relativement aux actions des sociétés ouvertes? Le ministre reconnaît lui-même, je crois, que l'impôt contribuera fortement à la perte de contrôle des sociétés canadiennes.

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je doute que la question soit réglementaire. Le ministre et le chef de l'opposition savent sûrement que c'est précisément de cela que nous discuterons aujourd'hui. Voilà pourquoi, la question doit être rejetée.

OUESTIONS OUVRIÈRES

LES MISES À PIED AUX BASES AMÉRICAINES DE TERRE-NEUVE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Défense nationale? En toute déférence, je demande une réponse directe parce que la question intéresse et concerne quelques milliers de personnes. Le ministre est-il en mesure d'assurer à la Chambre à propos des conversations qu'il peut ou qu'il devrait avoir avec ses homologues des États-Unis qu'aucune base militaire américaine ne sera fermée au Canada en 1970?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je ne suis pas sûr que cette question n'ait pas déjà été posée. En tout cas, le ministre peut vouloir y répondre étant donné l'importance du sujet.